Relations industrielles Industrial Relations

Le CTC et la vie internationale The CLC and International Life

Claude Jodoin

Volume 12, numéro 1-2, janvier-avril 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022582ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022582ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jodoin, C. (1957). Le CTC et la vie internationale. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 12(1-2), 80-85. <https://doi.org/10.7202/1022582ar>

Résumé de l'article

L'auteur rappelle brièvement l'intérêt porté aux questions internationales par les syndicats canadiens depuis les débuts du mouvement ouvrier canadien; il explique le développement des divers organismes internationaux qui ont surgi depuis la guerre et la part qu'y ont joué les groupements ouvriers anglais, américains et canadiens; il s'arrête particulièrement à la Confédération Internationale des Syndicats Libres dont il décrit la composition et le rôle important qu'elle joue auprès des Nations Unies. Il souligne en dernier lieu la responsabilité du syndicalisme canadien dans le domaine des affaires internationales.

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1957

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le CTC et la vie internationale

Claude Jodoin

L'auteur rappelle brièvement l'intérêt porté aux questions internationales par les syndicats canadiens depuis les débuts du mouvement ouvrier canadien; il explique le développement des divers organismes internationaux qui ont surgi depuis la guerre et la part qu'y ont joué les groupements ouvriers anglais, américains et canadiens; il s'arrête particulièrement à la Confédération Internationale des Syndicats Libres dont il décrit la composition et le rôle important qu'elle joue auprès des Nations Unies. Il souligne en dernier lieu la responsabilité du syndicalisme canadien dans le domaine des affaires internationales.

Le développement du mouvement ouvrier canadien a été accompagné par un immense accroissement de l'intérêt et de la coopération apportés aux syndicats des autres pays du monde. Dans une certaine mesure, le mouvement ouvrier canadien et les organisations syndicales étrangères au Canada ont entretenu pendant plusieurs années des relations internationales, mais celles-ci ont consisté, pour la plupart, en des conférences d'un caractère plus ou moins conventionnel.

Au cours des années passées, l'assistance et la collaboration avec ces unions étrangères se sont largement développées. Les membres des unions canadiennes réalisèrent presque soudain combien il est important d'aider au développement du mouvement ouvrier dans les autres pays et particulièrement dans les régions qui sont souvent indiquées comme « insuffisamment développées ».

Des observateurs étrangers ont exprimé l'opinion qu'aucun autre pays n'a fait preuve d'une telle préoccupation du mouvement ouvrier international et les membres des unions canadiennes détiennent le record des contributions individuelles en faveur du mouvement syndical mondial.

JODOIN, CLAUDE, président, Congrès du Travail du Canada

Cette réaction provient de l'application croissante de la philosophie syndicaliste fondée sur une base humanitaire et d'une très forte croyance que la paix du monde ne peut être mieux assurée que par le développement du mouvement ouvrier syndical et des conventions collectives libres.

L'intérêt démontré par le Congrès du Travail du Canada dans ce domaine est évident par le fait même que l'un de nos départements s'occupe particulièrement des affaires internationales. M. Kalmen Kaplansky de Montréal a récemment été nommé directeur de ce département.

Origine de l'intérêt international

L'origine de l'intérêt porté aux questions internationales par les syndicats canadiens remonte aux débuts de notre mouvement. La plupart des fondateurs de nos premières unions canadiennes ont apporté avec eux dans notre pays la connaissance et l'expérience du mouvement syndical en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et des liens définis existaient entre certaines des premières unions canadiennes et les unions de ces pays. Petit à petit, les relations avec les unions américaines se sont consolidées et les rapports avec les unions de Grande-Bretagne se sont relâchés. En conséquence, les « unions internationales », comme on les appelle — unions dont le champ d'action se trouve tant aux Etats-Unis qu'au Canada — devinrent dominantes. Aujourd'hui, au Canada, 70% des membres syndiqués appartiennent à des unions de ce genre et sans aucun doute la puissance des organisations les plus importantes aux Etats-Unis et l'aide qu'elles ont apporté au Canada ont largement contribué au développement du mouvement ouvrier dans notre pays.

Les relations entre les organismes nationaux canadiens et les organismes nationaux des Etats-Unis et de Grande-Bretagne sont très anciennes. La coutume d'échanger des délégués lors des conventions annuelles commença en 1898 lorsque le Congrès des Métiers et du Travail du Canada et la Fédération Américaine du Travail adoptèrent cet usage. En 1913, un échange de délégués, qui a toujours continué depuis ce temps, commença entre le Congrès des Métiers et du Travail du Canada et le Congrès des Syndicats anglais.

Depuis la fondation de l'Organisation Internationale du Travail en 1919, le mouvement ouvrier canadien a participé activement aux tra-

vaux de l'Organisation internationale du Travail et est représenté auprès du Conseil d'Administration de cette organisation qui est établi sur une base tripartite avec participation des administrateurs, des travailleurs et des employeurs.

Les rapports avec les syndicats des autres pays par l'intermédiaire d'une organisation internationale strictement ouvrière remontent à 1920 lorsque le Congrès des Métiers et du Travail du Canada devint un affilié de la Fédération Internationale des Syndicats.

Immédiatement après la deuxième guerre mondiale, la Fédération Syndicale Mondiale fut fondée, mais elle ne réussit pas à obtenir un appui total. Le Congrès Canadien du Travail, qui était né entre temps, se joignit à cette organisation, comme le fit aux Etats-Unis le Congrès des Organisations Industrielles. Le Congrès des Métiers et du Travail du Canada ainsi que la Fédération Américaine du Travail restèrent en dehors, pressentant que l'influence communiste était trop grande dans cette nouvelle organisation. Il y eut une lutte vigoureuse au sein de la Fédération Syndicale Mondiale entre le Congrès Canadien du Travail, le Congrès des Organisations Industrielles et le Congrès des Syndicats anglais et, finalement, ces organisations, ainsi que d'autres, se retirèrent.

La CISL

Par suite de ces faits, la Confédération Internationale des Syndicats Libres fut fondée en 1949 et fut immédiatement appuyée par le Congrès des Métiers et du Travail du Canada et la Fédération américaine du Travail ainsi que par le Congrès Canadien du Travail, le Congrès des Organisations Industrielles et le Congrès des Syndicats anglais.

La CISL est devenue depuis un représentant effectif et une organisation syndicale groupant 54,000,000 de membres répartis dans 88 pays. L'une des fonctions naturelles de la CISL est de grouper les membres des différents syndicats dans les diverses parties du monde et de leur fournir les moyens leur permettant de collaborer à des questions d'intérêt commun.

La CISL entretient des rapports étroits avec les Nations Unies et, à titre d'organisme non gouvernemental, détient une classification « A » lui donnant le droit de présenter l'opinion des travailleurs du monde aux différents organes des Nations Unies.

La Constitution de la CISL proclame le droit individuel « à la justice sociale, au travail et au choix de l'emploi, à la sécurité de l'emploi et des travailleurs, à la protection mutuelle de leurs intérêts par l'éducation et l'adhésion à des syndicats qui seront des instruments libres de négociations et dont l'autorité provient de leurs membres et à la possibilité démocratique de changer leur gouvernement ».

Ces objectifs sont résumés dans la devise, « du pain, la paix et la liberté pour tous » et la CISL poursuit un large programme d'ordre pratique en vue de leur réalisation. Bien que le chiffre de 54,000,000 représentant les membres des organisations affiliées soit un nombre important, il ne représente qu'un faible pourcentage des travailleurs du monde, la plupart d'entre eux ne profitant pas des avantages procurés par l'organisation et les conventions collectives. Pour répandre ces avantages, la CISL poursuit un programme actif d'éducation et d'organisation. Un Canadien, C.H. Millard, ancien Vice-Président de notre Congrès du Travail du Canada, et directeur canadien des Métallurgistes unis, a été nommé récemment directeur pour l'organisation mondiale et il mènera une action énergique pour étendre le syndicalisme démocratique aux quatre horizons du monde.

Depuis sa fondation, la CISL dirigea les travaux d'organisation dans différentes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine; parmi les ouvriers employés dans les plantations, dans les mines et diverses autres catégories d'emploi dont la plupart ont des moyens d'existence à peine suffisants. Les problèmes soulevés par un tel programme sont évidents. Une forte majorité des populations dont la situation réclame les effets de l'organisation sont illettrées. Les langues et les dialectes représentent une grande difficulté; ces populations n'ont aucune espèce d'expérience dans les questions d'organisation et manquent tant de connaissances que de revenus pour remédier à leur condition. L'objectif fondamental de la CISL est d'aider ces peuples à se soutenir eux-mêmes et, en conséquence, une grande énergie est déployée pour les programmes d'éducation de façon à ce que les travailleurs puissent être instruits et retournent dans leurs régions respectives pour fonder leurs propres organisations.

Un point important du programme d'éducation de la CISL est la fondation en Asie, à Calcutta, d'une école d'éducation où les travailleurs de tous les pays du monde reçoivent un cours de trois mois. Des classes plus courtes sont organisées dans diverses parties du monde,

et, plus tard cette année, un rassemblement international qui groupera 40 à 50 étudiants venant de différents pays, se tiendra au Canada sous les auspices de la CISL et du CTC. Ce rassemblement aura lieu à l'Ecole des Beaux-Arts de Banff et la plupart des étudiants passeront ensuite quelque temps à visiter d'autres centres canadiens où ils rencontreront des syndicalistes canadiens.

Syndicalisme canadien et affaires internationales

Mais l'intérêt du mouvement ouvrier canadien, comme celui de la CISL, ne s'est en aucun cas limité au syndicalisme pratique. Le mouvement est vivement au courant de ses intérêts dans les affaires internationales et a bien des fois exprimé son point de vue sur des questions d'intérêt général. A ce sujet, le Congrès du Travail du Canada, lors de sa convention de fondation à Toronto en avril dernier, a prononcé l'appui total des Nations Unies et de l'Organisation du Traité Nord-Atlantique. Nous avons accueilli avec plaisir l'établissement de l'autonomie dans un certain nombre de pays. Par contre, nous critiquons la politique française en Afrique du Nord, la politique de suprématie qui règne en Afrique du Sud, la dictature de Franco en Espagne, et la discrimination raciale qui s'est glissée dans notre propre politique d'émigration.

Le Congrès du Travail du Canada pense fortement que notre programme international devrait agir plus énergiquement en faveur des différentes aides apportées aux pays moins fortunés. Nous avons recommandé que l'aide minimum du Gouvernement à des projets tels que le Plan Colombo et le Programme d'Aide Technique des Nations Unies soit portée à \$100,000,000.

Le CTC et les affaires internationales

Ainsi, l'intérêt et l'action du Congrès du Travail du Canada en ce qui concerne les affaires internationales se présentent sous deux angles — la connaissance des tendances des relations entre les différents pays, particulièrement par l'intermédiaire des Nations Unies, et le désir d'étendre le syndicalisme et les conventions collectives libres à travers le monde — notre organisation a le sentiment que nous avons là autant de possibilités que de responsabilités. En tant que syndicalistes, nous sommes à même d'approcher les populations des autres pays, dégagés des soupçons qui entourent parfois les représentants gouvernementaux

ou industriels. En tant que Canadiens, nous bénéficions d'une situation unique car nous sommes l'une des plus petites nations et les peuples des autres petites nations ne nous considèrent pas avec crainte.

Les possibilités et les responsabilités sont immenses. Nous sommes déterminés à faire tout notre possible pour que le mouvement ouvrier canadien apporte son aide à la réalisation de la devise, «du pain, la paix et la liberté pour tous».

SUMMARY

THE CLC AND THE INTERNATIONAL LIFE

Along with the development of Canadian Trade Unionism grew its interest and cooperation towards unions of other countries. This fact is easily explained by its origine so influenced and closely related with British and American unions and by its philosophic conception of unionism; indeed Canadian unions believe that world peace can be assured and maintained by the evolution of trade unionism and by free collective agreements.

Since 1898, the American Federation of Labour and the Trades and Labour Congress of Canada mutually exchanged some delegates in their annual convention and since 1913, the TLCC and British unions did the same. Besides, the Canadian Labour Movement always took an active part in the activities of International Labour Organization created in 1919. Immediately after the Second World War, the World Federation of Trades Unions was born and the Canadian Congress of Labour joined it just like the CIO, whereas the TLC of Canada like the A.F.ofL. stayed out of this organization alleging communist influence. The CCL and other unions left its ranks. And strongly supported by the T.L.C., the A.F.ofL., the C.I.O. and the Congress of British unions the International Confederation of Free Trade Union was founded in 1949. This organism now groups 54,000,000 members of 88 different countries and is closely related with the United Nations; its objective is "bread, peace, and freedom for all" and to realize it, a broad program of education is elaborated. C.H. Millard, from the C.C.L., has recently been appointed director of its Organization department. At Calcutta, Asia, an important school of education has been organized and workers of other countries follow a three-months course and, this summer, at the Banff School of Fine Arts, there will be held a session for 40 to 50 international students.

Besides education, the Canadian labour movement has and always had a great interest in international affairs and proudly gives its own opinion in questions of general interest. It has great responsibilities and the CLC is aware of them and wants to share actively its own.